

Le capitalⁱ social face problèmes sociaux-éducatif

Par Khalid AZNAG
Educateur spécialisé

Dans la présente communication, il sera question de l'expérience de l'association Ait-Iktel dans le champ de l'éducation. Nous analyserons également le rôle des travailleurs sociaux au sein de celle-ci. Cette expérience peu commune, s'est avérée une réussite exemplaire grâce aux efforts fournis par la population locale. La base de ce projet a été l'institution traditionnelle ancestrale « Ijmaate » et sa conjugaison avec la forme moderne de l'organisation non gouvernementale.

Le village d'Ait-Iktel fait partie de la tribu des Goudjama, situé dans la région d'Elhaouz au sud du Maroc. Cette région a été longtemps considérée et ce, depuis l'indépendance comme l'une des plus pauvres du pays. Ait-Iktel a connu le problème de la diminution de ses principales ressources économiques notamment l'arboriculture, l'élevage et l'agriculture, dès les années 70 et surtout après les périodes de sécheresse ayant frappé la région au cours des années 80. Ce trouble climatique a provoqué une large vague migratoire principalement en direction des villes marocaines, mais aussi vers l'Europe et l'Asie au début des années 90.

Paradoxalement le rôle de ces immigrés ayant quittés le territoire a été déterminant dans le développement au niveau local comme nous allons le voir par la suite.

Les conditions de vie sont devenues très difficiles à la fin des années 80 ; L'absence des principaux éléments de base comme l'eau et l'électricité, l'école éloignée et peu productive ainsi que l'insuffisance des récoltes, ont provoqué un exode rural important mais surtout une prise de conscience de ceux restés sur place qui se posèrent alors la question : « que faire face à un tel problème .. ? »

En deçà de l'expérience associative menée, il sera surtout question ici de s'intéresser aux efforts fournis dans le domaine de l'éducation.

Dans un premier temps nous aborderons les conditions sociales et économiques afin de mieux cerner la situation et de replacer le sujet dans son environnement. S'en suivra un aperçu historique sur le rôle de l'éducation dans cette région nous démontrant la nécessité d'un tel projet.

Dans un second temps nous évoquerons le rôle joué par les travailleurs sociaux au sein de cette expérience à travers les institutions nationales et internationales et en particulier l'IMF (Institut méditerranéen de formation et de recherche en travail social).

L'école, la colonisation et le Maroc indépendant

Avant le protectorat Français sur le Maroc, le système scolaire en Haut Atlas était essentiellement traditionnel, il n'existait qu'un type d'école dit coranique enseignant la lecture, le calcul et les versets religieux. Généralement tous les garçons en bas âge y étaient scolarisés jusqu'à ce ils soient en capacité d'aller travailler. Certains d'entre eux pouvaient poursuivre ensuite leur scolarité soit dans des « madrasas » ou dans des confréries religieuses. D'autres, très peu d'entre eux, allaient ensuite jusqu'à la prestigieuse université de Fès (particulièrement les enfants issus des familles lettrées) où certains se destinaient à suivre une carrière dans l'administration centrale, voire à devenir imam ou théologiens.

L'école telle qu'elle fonctionne aujourd'hui au Maroc est arrivée avec le protectorat, mais n'a touché que peu de zones, notamment rurales. En effet, l'administration coloniale aujourd'hui disparue, n'a ouvert à l'époque, les écoles qu'en fonction de ses propres besoins.

Le maréchal Lyautey, figure « imposante » du colonialisme a déclaré dès son arrivée dans le pays : « nous sommes venus à temps pour sauver ce qui reste du vieux Maroc... » Sa politique fut basée sur la séparation des deux blocs, indigène et européen, ainsi que sur la préservation du système traditionnel pour les locaux et la création de l'école républicaine pour les nouveaux arrivants européens.

Cela étant, la politique de Lyautey ne fut pas aussi dichotomique que le laisse entendre ses déclarations. Il fut en effet créé des écoles destinées aux enfants de notables marocains dans le but de former une élite au service de l'administration coloniale. Ainsi que quelques écoles destinées à la masse populaire où étaient enseignés la lecture, l'écriture ainsi que la formation à certains métiers manuels. Après la seconde guerre mondiale et sous la pression des indépendantistes, furent créées plusieurs écoles entièrement « dédiées à l'éducation du peuple ». De l'après-guerre à l'indépendance le nombre d'élève passa de 30 000 à 220 000. Faute d'infrastructures efficaces peu d'entre eux accédèrent au lycée et encore moins à l'université. A leur départ les français ne laissèrent derrière eux que 3 lycées pour une population de 11 millions d'habitants.

L'accès à l'indépendance a vu naître l'espoir que s'étende la scolarisation à l'ensemble du territoire. Aussitôt, un projet d'école vit le jour dans la tribu de Goujdama. Malheureusement le nouveau Maroc n'ayant pas les moyens de ses ambitions, il dut revoir ses ambitions à la baisse face à une importante carence de fonctionnaires dédiés à l'éducation ainsi qu'à une pénurie d'instituteurs. Ceci n'empêcha pas néanmoins, la plupart des élèves ayant été scolarisés à cette époque de trouver un emploi dès l'accès au certificat d'études primaires. Certains devenant ainsi instituteurs ou fonctionnaires à l'âge de 17 ou 18 ans.

Si l'école était considérée à l'origine comme lieu d'apprentissage elle devint vite un moyen d'accéder à un emploi.

Parallèlement cette extension de l'école ira de pair avec une volonté de l'état de préserver le pouvoir. L'état « le Makhzen » gardant toujours une méfiance à l'égard des régions qu'il suppose séditionnelles.

Un autre phénomène nouveau apparaît à partir des années 60 : celui de l'émigration. Même si ce dernier n'est pas nouveau en lui-même (l'émigration saisonnière existant depuis toujours quand vient la saison des labours, des moissons dans un système économique autocentré comprenant d'un côté des artisans, de l'autre des paysans avec chacun un rôle bien défini), c'est la naissance du statut d'ouvrier spécialisé qui est un phénomène inédit. Le travail de l'ouvrier spécialisé s'étend en effet vers les villes, et ne se limite plus comme celui du travailleur rural aux campagnes ; Il va même jusqu'à émerger dans des pays étrangers, dont la France.

A cette époque les méthodes de recrutement laissent à désirer. Un français accompagné des autorités locales, parlant peu ou pas la langue tamazigh, aligne les futurs ouvriers pour palper leur muscles, les marquant d'un tampon rouge signifiant les refus, d'un bleu les admissions. Ainsi, lors de fêtes villageoises, dorénavant, chanteuses et poètes s'en donneront à cœur joie, stigmatisant avec hardiesse ceux marqués du fameux tampon rouge. Ce type de pratiques pousse certains, malgré la méfiance que l'école leur inspire, vers l'idée qu'il pourrait s'agir au final d'un réel gage de réussite.

L'immigration se stabilise et à la fin des années 70, quitter le territoire pour travailler à l'étranger ne présente plus de difficulté importante.

Au début des années 80, une sécheresse sans précédent frappe la région d'Elhaouz. Le bétail considéré jusque-là comme un signe de réussite devient un fardeau. N'ayant plus de quoi nourrir les animaux, sur une terre aride, avec une récolte arboricole quasi nulle, l'émigration devient la principale source de revenus.

Cette période coïncide avec des manifestations étudiantes réprimées par le pouvoir notamment dans les villes, lieux où l'on a le plus investi en matière d'éducation. La

monarchie qui a déjà connu des tentatives de putsch essentiellement militaires, considérera dès lors l'école et les étudiants comme une menace supplémentaire.

En parallèle, un phénomène nouveau se produit dans le pays : l'arabisation des programmes pédagogiques. D'autres pays l'ont fait précédemment, notamment l'Algérie sur un terrain largement préparé par le discours panarabe venu d'Orient. Ceci semble à la fois une réponse aux revendications nationalistes, ainsi qu'une volonté politique d'affaiblir le rôle émancipateur de l'école. Dans le même temps survient la suppression des branches philosophiques à l'université, au profit de l'histoire de la pensée islamique, ce qui aura pour effet de contrer un mouvement d'extrême gauche très actif dans ces années 70 et 80.

L'école devient dès lors un lieu très surveillé où le simple fait d'écrire en caractère tamazight peut valoir des années de prison. Tous les instituteurs et professeurs francisants ont été remplacés au fur et à mesure en matière littéraire par des orientaux, et en discipline scientifique par des personnes venant de l'Europe de l'est. Ce changement déboussole pour plusieurs années des générations d'étudiants essayant tant bien que mal de s'adapter à un programme totalement incohérent.

Et pour cause ! Jusqu'au Bac, les programmes sont en arabe tandis qu'à l'université tout est rédigé en français ! Paradoxalement la plupart des étudiants maîtrisent parfaitement des théorèmes scientifiques complexes sans connaissance concrètes des éléments basiques de la langue française. La situation en classe devient de ce fait tragi-comique, quand le vocabulaire scientifique est rédigé en français et l'explication en arabe classique, alors que les élèves parlent entre eux l'arabe dialectal ou la langue tamazight. S'ajoute à cela la multiplication des manuels et matériels scolaires requis, dont le coût devient une raison supplémentaire pour qu'un nombre considérable d'élèves abandonne l'école au cours de route.

À la fin des années 80 débute le processus du chômage de longue durée pour les étudiants diplômés. Ces derniers ont effectué plusieurs années d'études avec l'objectif d'intégrer la fonction publique. Or, l'étouffement politique et l'austérité économique ont provoqué la suspension d'embauche dans l'administration. Les diplômés tombent dans l'oubli : commence pour eux une longue période de chômage ; en l'absence d'un véritable métier. Le secteur privé leur est aussi inaccessible. Malgré la répression policière et à force de manifestations, ils réussissent à être visibles dans l'opinion, ce qui oblige les gouvernements successifs à les placer tout de même dans les différentes institutions de l'état.

Cette politique de l'emploi est assez chaotique et l'on peut trouver fréquemment des personnes formées en sciences devenant professeurs de lettre.

Il suffit parfois pour certains de connaître un haut fonctionnaire qui placera le dossier en première ligne pour accéder à un poste vacant, certains se négociant alors très cher...

Tels furent de manière générale les problèmes qui ont dévalorisé l'école aux yeux de la population. En effet on ne sait plus vraiment à quoi elle sert... Car elle ne symbolise plus la réussite sociale. Ce qui prend de la valeur par contre, c'est la réussite matérielle avec l'arrivée du modèle de consommation occidentale.

Au milieu des années 70 le taux de scolarisation des enfants de 7 à 16 ans était de 76 %. Il passera à la fin des années 80 à 59 % et au milieu des années 90 atteindra un niveau encore plus bas.

Le village d'Ait Iktel n'est pas en reste au milieu de tous ces problèmes confrontant Maroc d'antan et nouvelle donne économique.

Aït Iktel se situe dans la région d'El Haouz, s'étend sur les flancs de la chaîne du Haut-Atlas, à plus de 1500 mètres d'altitude, c'est l'une des provinces les plus pauvres du Maroc. Selon une étude réalisée par le PNUD à la fin des années 1970, le taux de scolarisation y était inférieur à 20% pour les garçons, et à 5% pour les filles. Suite à la succession de sécheresses survenues au cours des années 80, la situation s'est dégradée et a poussé de nombreuses familles à quitter le village. L'eau potable s'est raréfiée, certaines sources se sont asséchées, et

ont contraint les habitants, en particulier les femmes, à parcourir chaque jour de nombreux kilomètres à la recherche de sources d'eau potable.

La principale ressource économique de cette période repose sur l'agriculture, l'élevage et l'arboriculture, ainsi que sur les revenus liés à l'émigration des travailleurs. En effet cette période de sécheresses inédite dans l'histoire de la région à imposer l'émigration comme une solution incontournable pour pallier au manque de moyens. Dans chaque foyer rural l'on trouve une personne partie travailler dans une grande ville du pays ou dans un pays étranger. Devant une situation de plus en plus précaire, accompagnée d'une indifférence du pouvoir politique, un appel est lancé par l'assemblée villageoise traditionnelle et multiséculaire, Ljmâat, en direction de ses enfants immigrés. La réponse est immédiate : ceux-ci se mobilisent et réunissent des fonds permettant d'aménager une première source munie d'une pompe manuelle.

Ljmâat est une institution non reconnue aux yeux de la loi, il faut donc trouver un compromis pour lui donner la forme d'un interlocuteur valable aux regards de l'autorité. L'idée d'une association fait son chemin, sans rien enlever au fonctionnement traditionnel de Ljmâat, cette dernière étant impérativement impliquée dans tous les projets dès leur conception.

L'objectif de l'association est d'améliorer le niveau de vie des villageois par la mise en place de projets à caractère socio-économique, tout en sauvegardant l'espace naturel et l'identité culturelle. La fusion des deux institutions, moderne et traditionnelle, fait naître un mode de fonctionnement permettant à chacune d'elles d'avoir son propre rôle à jouer.

Stratégie et méthodes fixent priorités et plans de développement. Cette stratégie consiste à partager les projets par étapes : commencer par des projets d'infrastructures : eau, électricité, aménagement de routes, puis continuer par des projets générant un revenu : canal d'irrigation, atelier d'artisanat, et finaliser par l'éducation et la formation : école non formelle, centre de formation et d'information, internats pour filles et garçons...

La méthode de travail choisie est la suivante : l'idée d'un projet naît d'un besoin qui s'intègre aux priorités préfixées. Ljmâat se réunit dans un premier temps pour véhiculer l'idée du projet, son intérêt et ses contraintes. Une fois le consensus obtenu, l'association s'occupe du montage du projet et de la recherche des financements auprès de ses partenaires, tout en y intégrant la participation des villageois en aide physique, matérielle ou monétaire.

Après réception des fonds, les deux institutions (en réalité une seule...) se réunissent pour fixer les modalités de démarrage des travaux et élire un comité supervisant la réalisation des travaux. La main d'œuvre et le savoir-faire local se doivent d'être impérativement utilisés dans chaque projet.

Le projet de l'école non formelle

La réussite de l'école non formelle est due en premier lieu à la non-imposition de programme préexistant, à l'utilisation adaptée de la langue maternelle et à la prise en compte de l'environnement immédiat. Elle s'appuie sur des apprentissages s'appuyant sur des exemples concrets à travers l'éco système local, les métiers traditionnels, les usages en cours connus et reconnus par tous. De plus, les relations élève-animateur, animateur-administrateur sont moins hiérarchisées. Il n'y a pas de contrainte, ni d'objectifs d'efficacité, pas de suivi et d'inspection imposé par l'Etat. Les bénéficiaires s'approprient le projet d'école, et l'intègrent selon leur disponibilité, leur capacité et leur désir d'apprendre.

Le rôle des travailleurs sociaux

L'école non formelle installée, il fut plus facile d'inciter les familles à envoyer leurs filles en classe. En effet, il est désormais possible pour une fille de remplir son rôle au sein du foyer familial, de vaquer à ses occupations domestiques et d'aller dans le même temps en cours grâce à des horaires aménagés et correspondants aux besoins des bénéficiaires.

Le problème persistant concerne surtout les élèves devant poursuivre leurs études au collège. En effet, le manque de confiance des parents envoyant leurs enfants à l'école est une réalité

concrète. Selon eux, l'école non formelle est gérée par l'association, ils se l'approprient car c'est désormais « leur » école. Mais le collège c'est autre chose...c'est celui du Makhzen, c'est-à-dire de l'Etat. Sachant que cette école là est considérée alors comme totalement improductive... Par ailleurs, un autre obstacle se pose, celui du déplacement et de la distance qui oblige les parents à trouver un logement sur place pour leurs enfants.

En 2001 ouvre un collège à environ une vingtaine de km du village d'Ait-Iktel. Dès lors, des familles sont prêtes à y envoyer leurs enfants. Un nombre important de filles y sont inscrites. Ce manque de logement contraint nombre d'entre eux à parcourir plusieurs kilomètres à pied combinés avec des moyens de transports irréguliers et onéreux.

Néanmoins avec les moyens du bord l'association réagit en élargissant ses prérogatives à l'extérieur du village. Rapidement elle aménage une maison prêtée par le ministère de l'équipement. La rentrée scolaire est retardée de 2 mois pour mettre en place l'internat dont l'équipement, les salaires des intervenants, et les frais de fonctionnement. Suite à cette initiative plusieurs organismes sollicités ont répondu favorablement à l'appel : Entraide Nationale et autres ONG soutenant la scolarisation des jeunes filles. Grâce à ces divers partenaire le projet démarre se pérennise, même s'il ne concerne exclusivement que l'accueil des filles.

En revanche la mise en place de l'internat des garçons rencontre lui de réelles difficultés :

La première est due à leur nombre important. La seconde, à l'absence d'infrastructures d'hébergement et de moyens de transport.

En effet, la priorité pour les familles était de garantir les conditions optimales pour la scolarisation des filles. Depuis l'ouverture du collège, les enfants de la région sont massivement réorientés vers celui-ci.

Quatre-vingts élèves provenant des villages avoisinant ont été inscrits. Certains parents se sont débrouillés pour louer des baraquements à proximité et se relayent pour assurer une présence sur place. D'autres collégiens sont contraints d'entreprendre des déplacements quotidiens onéreux, précédés d'un nombre important de kilomètres parcourus à pied pour rejoindre une piste praticable aux véhicules. Tous ces efforts pour un projet scolaire ne l'oublions pas, qui n'offre guère de réelles perspectives d'avenir.

Face à une telle situation, l'association se trouve alors confrontée à un problème qui dépasse à la fois ses compétences et ses objectifs. Lors de sa création l'association avait pour finalité de répondre aux besoins au sein du village ; en s'inscrivant dans la tradition institutionnelle de : « Ljmaat ».

Dans l'urgence la solution retenue est d'aménager un autre local. Mais la difficulté demeure pour trouver des sources de financements. En effet si des ONG sont prêtes à financer des internats pour filles cela ne va pas de soi concernant les garçons.

Une installation dans un grand local prêtée par le ministère de l'équipement, est aménagée avec des lits de fortune et un surveillant pour 80 élèves. Chaque parent de collégien paye une participation financière pour contribuer aux frais de fonctionnement.

Malgré la méfiance à l'égard de l'école étatique, cet important investissement de la part des élèves et de leurs familles afin de rendre possible des études dans de telles conditions, montra à l'époque le rôle indéniable que tenait la scolarité dans les représentations sociales.

Une année plus tard d'autres associations villageoises manifestèrent leur intérêt pour faciliter l'accès au collège, ce qui les amena à se constituer en fédération. Cette dernière joua un rôle important au niveau politique en faisant pression sur les trois communes se partageant le territoire où était situé le collège pour obtenir d'elles la prise en charge d'une partie importante des dépenses des internats.

C'est à la suite de ces événements que l'IMF prit part à cette expérience par l'envoi des stagiaires travailleurs sociaux. L'Institut devient ensuite un élément catalyseur par la mise en

place de rencontres regroupant les acteurs de la société civile issues de diverses régions du Maroc.

Ce fut une occasion privilégiée pour les animateurs associatifs à l'origine des projets de scolarisation d'exposer leur travail. Au-delà des enseignements reçus et dispensés, ce fut surtout une opportunité de partager d'autres expériences. Certaines structures interviennent auprès des enfants des rues, d'autres agissent pour l'insertion et l'accompagnement des jeunes marocains ou encore luttent contre l'exploitation des petites bonnes. Cela fut une opportunité pour ces associations issues de milieux ruraux de prendre conscience des dangers pour ces enfants qui quittent très tôt l'école pour devenir ensuite des petits travailleurs en villes.

La participation des stagiaires travailleurs sociaux de l'IMF à ce projet a été un atout considérable. Leur regard neuf sur les problèmes autres que ceux d'ordres scolaires. La prise en considération du contexte social de l'enfant a amené l'association à axer les objectifs sur la prévention.

Les animateurs et responsables associatifs mesurent alors la dimension d'un problème qui dépasse largement le cadre du village. Parallèlement, une autre association a vu le jour sous l'impulsion des stagiaires de l'IMF et des animateurs de l'école non formelle.

Cette nouvelle association a axé ses interventions sur la prévention et la sensibilisation dans divers villages. Certaines campagnes de prévention d'accès à la santé se sont déroulées en présence de l'infirmier et du médecin du dispensaire ; créant un lieu privilégié de débat, sur des choses sensibles. Non plus seulement en présence des chefs de famille(en l'occurrence, des pères) mais aussi avec des mères et grandes mères qui ont été souvent les plus opposées à l'envoi de leurs filles à l'école.

L'expérience d'Ait Iktel

L'expérience d'Ait Iktel n'est pas un cas isolé. Beaucoup d'autres associations, surtout au sud du Maroc ont démontré leurs capacités et leurs implications à résoudre les problèmes sociaux de manière singulière et adapté à leur environnement d'origine. La spécificité du village d'Aït Iktel réside dans le respect du patrimoine social en y associant les techniques modernes de méthodologie de projet et de modalités de financement. L'essentiel étant de veiller à l'application de la gouvernance locale telle qu'elle se perpétue à travers l'institution ancestrale : tout projet doit provenir initialement d'un besoin exprimé par les villageois, tout objectif doit essentiellement faire l'objet d'un débat, et au final toute décision doit être prise à l'unanimité ; Incluant en cela la participation de chacun à l'élaboration du projet selon ses moyens et ses compétences.

ⁱ Par capital social j'entends les institutions à la fois traditionnelle : « Ljmâat » et les associations ; plus largement une unité qui permis d'agir en collectivité.

Bibliographie :

Ali Amahan , Mutations sociales dans le Haut Atlas : les Ghoujdama
Éditions de la MSH

Fatima Mernissi Aït Débrouille, édition Le Fennec

Khalid Aznag. «Le pouvoir de se rêver différemment». *Revue Quart Monde*, N°210